

## Autriche

### Elections aux chambres du travail et enjeux syndicaux

*Christian DUFOUR*

Les salariés autrichiens du secteur privé viennent de procéder à l'élection de leurs représentants aux chambres du travail (*Arbeiterkammern*), qui a lieu tous les quatre ans. Ces scrutins, distincts suivant les régions, ont manifesté d'assez nets signes d'évolution du partage des voix.

---

#### **Des chambres appauvries mais solidement reconnues**

Les *Arbeiterkammern* (AK) sont des créations de l'après-guerre ; elles symbolisent la participation du salariat à la gestion économique et sociale du pays. Elles pourraient être comparées, pour des Français, à des « comités régionaux d'entreprise » élus lors de scrutins ressemblant à ceux des prud'hommes. Comme les comités d'entreprise, elles sont fondées sur le vote des salariés, et comme eux elles disposent d'une dotation budgétaire alimentée par les entreprises de la région sur la base de la masse salariale. Elles disposent de droits d'intervention à la fois individuels et collectifs qu'elles utilisent en lien avec les syndicats. Aux salariés de la région pris individuellement, elles assurent des services nombreux portant sur leurs droits comme travailleurs et/ou

comme citoyens, sur leurs problèmes de consommation ou de santé, sur les moyens de formation ou sur des offres de loisirs, etc. Aux salariés pris collectivement, et à travers les syndicats, elles offrent des services d'expertise de toutes sortes, économiques, juridiques, technologiques, etc. Cette expertise légitime l'intervention des élus ou des permanents des AK dans presque tous les débats de société. Ils sont la voix officieuse mais bien comprise des syndicats dans les phases de pré-négociation. Ainsi, lors du débat récent sur les retraites, les experts des AK ont pris position face à ceux du patronat installés au sein des chambres de commerce et d'industrie. A la différence des comités d'entreprise français, les AK ne sont par contre pas réservées aux salariés des entreprises de plus de 50 salariés. Constituées au niveau de chaque Land, elles disposent de moyens ouverts à tous les salariés de cette région et répartis également entre les salariés des entreprises plus ou moins riches : les salariés de la PME du coin de la rue ont autant de droits que les salariés de l'entreprise fournissant le courant électrique. Les moyens financiers des AK, environ 0,7 % de la masse salariale, ont été réduits législativement

d'un tiers par la coalition gouvernementale formée par les chrétiens-démocrates de l'ÖVP (les noirs) et des populistes du FPÖ de Jorg Haider (les bleus) en 1999.

Techniquement, les élections sont organisées dans des bureaux de vote installés dans les entreprises, lorsqu'elles sont assez grandes, et à l'extérieur ou par correspondance pour les salariés isolés ou les petites entreprises. Elles s'échelonnent sur cinq à six mois.

---

**Les tendances syndicales  
dans la confrontation publique**

Les élections à ces chambres se déroulent en effet sur la base de listes régionales concurrentes présentées par chacune des tendances politiques officiellement reconnues dans la confédération syndicale unique, l'ÖGB.

Quatre tendances principales sont ainsi constituées. L'une autour des sociaux-démocrates (FSG), l'autre autour des chrétiens-démocrates (FCG ou ÖABB), une troisième autour des libéraux du FPÖ (FA) et une quatrième autour des écologistes et de leurs alliés (AUGE/UG). A l'occasion de chaque élection, une série d'autres listes se manifestent, de moindre importance numérique, plus régionalisées et plus éphémères souvent, mais significatives des échanges complexes au sein du syndicalisme unifié autrichien.

L'élection des AK de 2000 avait constitué un enjeu politique de première importance dans l'Autriche mise au banc d'accusation internationale pour sa coalition bleu-noire<sup>1</sup>. Sur la lancée de ses résultats aux législatives, le FPÖ comptait fermement manifester que son poids politique se doublait d'une audience réelle dans les entreprises, auprès d'un salariat qui ne lui avait pas toujours refusé ses voix. Les observateurs formulaient d'ailleurs des pronostics dans ce sens, qui comprenaient le débat dans le salariat comme une transposition du débat politique général. Les deux tendances principales, la sociale-démocrate et la chrétienne-démocrate, s'étaient elles-mêmes inquiétées des risques d'une avancée des libéraux au sein des chambres. Elle aurait eu un effet politique profond dans le pays d'une part, et elle aurait ouvert la voie à des candidatures de cette tendance lors des élections des *Betriebsräte* (conseils d'établissement) au sein des entreprises d'autre part.

La mobilisation avait été forte, sur le terrain, pour éviter ce développement. Et, de fait, les syndicalistes des partis traditionnels de gouvernement avaient obtenu comme premier résultat de faire reculer la part des voix des salariés à destination des listes FA (*Freie Arbeitnehmer*, les salariés libres) dans les AK. Les sociaux-démocrates, très engagés dans cette bataille qui avait un goût prononcé de revanche,

---

1. L'élection législative qui ouvre la voie à la coalition bleu-noire a lieu à l'automne 1999. Le gouvernement est formé en février 2000. Les élections aux AK commencent juste à ce moment-là. Cf. Christian Dufour (2000) : « Autriche : Elections aux chambres du travail : préparation à un test de vérité » *Chronique internationale de l'IRES*, mars, 63, pp. 5-12. A l'automne 2003 de nouvelles législatives interviennent, qui marquent un fort recul du FPÖ, une progression du SPÖ, des Verts et de l'ÖVP. Ce résultat permet à l'ÖVP de renouveler sa coalition en position de force par rapport à son allié. Ce dernier s'est désuni et une partie de ses responsables exercent des fonctions gouvernementales sans mandat de leur parti ou en l'ayant quitté.

## AUTRICHE

avaient alors pu profiter plus que leurs voisins démocrates-chrétiens des reculs enregistrés par le FPÖ à la place des succès obtenus. Les écologistes faisaient les frais de cette concurrence en ne progressant pratiquement pas.

Les résultats de ces élections, peu remarquables hors d'Autriche, préfiguraient le recul de la mouvance populiste dans les scrutins politiques à venir. Cette mouvance ne pouvait plus se réclamer, au sein de l'opinion publique autrichienne, d'une légitimité forte et en croissance auprès des « petites gens » inclus dans le salariat, et se trouvait cantonnée dans des bastions électoralement moins porteurs.

---

### Un vote dans une passe difficile

Les élections de 2004 se sont produites dans un contexte différent mais marqué par des enjeux structurellement proches.

Politiquement, la situation a profondément changé même si la coalition au pouvoir n'est pas modifiée en termes partisans. Les scrutins législatifs qui ont suivi les élections aux AK de 2000 ont enregistré une régression forte du FPÖ. Les tractations postérieures à ces élections, en 2003, pour la formation d'une nouvelle coalition, ont reconnu que ce parti n'était pas composé que d'éléments politiquement inassimilables par les partis de gouvernement traditionnels. Les libéraux – au sens international du terme – y ont repris le dessus, quoique difficilement, sur les populistes. Un moment même, les sociaux-démocrates ont envi-

sagé de composer avec eux une coalition gouvernementale ; ils n'y ont renoncé qu'en raison des difficultés d'explication politique de cette stratégie quelque peu torturée<sup>1</sup>. Le chancelier Schüssel a pu reconduire la formule politique qui l'avait propulsé à la tête du gouvernement en soutenant qu'elle est une voie efficace pour réduire politiquement l'audience du populisme. Il a même envisagé d'être candidat au remplacement de Romano Prodi à la tête de la Commission européenne, sans craindre les foudres des censeurs français après les élections présidentielles dans ce pays en 2002.

Economiquement, les conditions se sont plutôt détériorées et les perspectives restent sombres. Le chômage, d'abord compris comme un accident de parcours dans une Autriche qui se voulait indemne de ce virus, s'est durablement installé et tend plutôt à progresser. L'Autriche continue à occuper la première place en matière de défense de l'emploi, avec un taux de chômage limité à 4,5 % en comparaison internationale mais qui atteint 7,3 % pour les jeunes en mars 2004. Les effets de stock deviennent importants, le marché du travail ne croissant plus. 80 000 nouveaux chômeurs se sont ajoutés aux précédents en trois ans, pour atteindre 431 483 personnes au début de 2004, lorsque les élections aux AK commencent. C'est le niveau le plus élevé qu'ait connu l'Autriche depuis 1945. La tendance ne s'améliore pas et l'Autriche redoute particulièrement les effets négatifs, sur l'emploi de ses nationaux, de l'arrivée dans la Communauté européenne de

---

1. On trouve cette coalition dans les gouvernements de plusieurs Länder. Pour la composition de certaines commissions des AK, les élus tant sociaux-démocrates que chrétiens-démocrates, font appel par cooptation à des représentants de cette tendance, afin d'assurer une représentation de toutes les fractions politiques.

quelques uns de ses plus proches voisins, aux salaires très réduits. La politique économique du gouvernement consiste à maintenir un déficit aussi limité que possible et à privatiser d'importantes industries traditionnellement aux mains de l'Etat et donc *de facto* cogérées avec les syndicats.

Le climat social s'est détérioré du fait des attaques systématiques du gouvernement contre les institutions qui incarnent le plus fortement le modèle corporatiste autrichien. Les systèmes de santé et de retraite, les nationalisations, les AK elles-mêmes et la concertation permanente entre gouvernement et syndicat ont subi de sérieuses remises en question.

L'ÖGB lui-même a mis longtemps à accepter l'idée qu'un gouvernement pouvait ne pas être partisan d'un système social qui semblait marquer la démocratie autrichienne comme ses montagnes marquent sa géographie. Ses contradictions internes entre la fraction social-démocrate majoritaire et la fraction minoritaire mais puissante des démocrates-chrétiens la paralysaient. Cela explique que le syndicat ait mis longtemps à réagir aux multiples attaques dont il était indirectement l'objet. A plusieurs reprises au cours de ces années, il s'est approché du Rubicon de la grève pour reculer devant l'énormité de la chose. Mais il a finalement franchi le pas – contraint par la poussée de ses bastions les plus sûrs – à propos de la réforme des retraites et lors de la mise en œuvre du projet de réforme des chemins de fer. La fédération des cheminots, en novembre 2003, a organisé presque deux

journées de grève consécutives<sup>1</sup>. Les syndicalistes chrétiens-démocrates ont d'abord suivi le mouvement puis s'en sont distancés. Sans que cela soit toujours bien perçu par les acteurs, ces tergiversations peuvent être interprétées comme une tentative de déplacement des fondements de la légitimité syndicale de principes institutionnels vers des principes plus largement mobilisateurs. L'aile gauche des sociaux-démocrates assume plus ouvertement cette position que le reste de cette fraction qui dirige l'ÖGB. Les chrétiens-démocrates sont réticents devant cette évolution qui passe par une condamnation quasi quotidienne des choix gouvernementaux et par des appels à l'intervention de la population active contre la coalition au pouvoir.

Cette coalition s'est mobilisée contre les auteurs de désordre qui ont donné une nouvelle vitalité à l'action gréviste en Autriche : le spectre des troubles de la rue réveille encore en Autriche le souvenir des oppositions violentes et fatales des années trente. Les directions syndicales elles-mêmes, mal assurées des effets de ces initiatives craignaient les sanctions en retour, une fois le feu de la mobilisation passé. Les élections aux AK sont venues apporter des débuts de réponse à ces inquiétudes.

---

**Renforcement significatif  
de la fraction la plus militante**

Les élections aux AK sont des événements régionaux, qui se succèdent sur plusieurs mois. Traditionnellement, Vienne ferme la série des élections. Elles

---

1. Cf. Christian Dufour, « Autriche : Le chemin d'enfer du partenariat social » *Chronique internationale de l'IRES*, 85, novembre 2003, pp. 3-12. Cet article de la *Chronique internationale de l'IRES* a été repris et diffusé officiellement par la fédération des cheminots autrichiens pour expliquer à des lecteurs francophones le sens des réformes introduites et la portée de l'action syndicale menée.

## AUTRICHE

ont pour objet de désigner les gestionnaires des chambres. Les résultats ne sont pas officiellement agrégés pour produire un résultat national. Cette retenue s'explique par la nature du scrutin : plus que comme un scrutin national, il a le statut d'un scrutin de représentativité a) régionale, b) interne au mouvement syndical lui-même. Les interprétations qui découlent des résultats relèvent pour partie d'un implicite réservé aux membres de la *nomenklatura* syndicale. La retenue est de mise. A titre d'exemple, on peut citer le commentaire officiel de l'AK de Styrie, l'une des régions industrielles importantes, sur ses propres résultats électoraux. Elle annonce des résultats « sans déplacements fondamentaux » (*keine gravierenden Verschiebungen*), et elle affiche des données chiffrées où les sociaux-démocrates gagnent 8,58 points à 69,78 %, les démocrates-chrétiens perdent 5,82 points à 19,88 %, soit un quart de leurs suffrages, et les libéraux 3,86 points à 4,94 % soit près de 44 % de leurs suffrages antérieurs. Mais l'AK de Styrie peut justifier son commentaire par le maintien renforcé d'une confortable majorité d'administrateurs sociaux-démocrates.

Deux leçons essentielles peuvent être tirées des derniers résultats.

Le taux de participation est sans doute la première satisfaction que peuvent avoir les différentes fractions syndicales qui se souviennent que jusqu'aux précédentes élections ces taux avaient chuté continuellement. La possibilité des votes par correspondance avait fait remonter le taux de participation en même temps que les enjeux politiques de l'année 2000 avaient remobilisé les électeurs autour des chambres devenues symboliques. Quatre ans plus tard, de nouveaux enjeux ont pris le relais, et la participation au vote n'a pas faibli. Les résultats en la matière sont iné-

gaux d'un Land à l'autre et fluctuent entre 40 et 60 % suivant les Länder. Les résultats obtenus en ce domaine bénéficient largement des bureaux de vote installés au sein des entreprises, alors que les taux de participation par correspondance et dans les bureaux de vote externes sont nettement plus médiocres. Ainsi, dans la chambre de Vienne, le taux moyen de participation est de 46,8 % ; mais il monte à 58 % dans les entreprises où sont récoltées plus de 60 % des voix alors qu'on n'y décompte que la moitié des inscrits. Mais dans ce Land les tendances politiques ne se distinguent pas par l'origine des voix qu'elles obtiennent. Le vote par correspondance, introduit à partir de 2000, permet de faire remonter le taux de participation descendu bas en 1996 sans modifier la concurrence interne entre les tendances, en tout cas sans menacer les majorités sociales-démocrates généralement bien installées. La participation au vote indique que les syndicats sont capables de mobiliser sur des enjeux qui sont à la fois complexes et déstabilisants pour le mouvement syndical lui-même par l'effet de concurrence interne qu'ils suscitent.

Les sociaux-démocrates profitent de leur engagement dans une stratégie syndicale de mouvement, accompagnée par la base, et clairement manifestée par la grève. Dans la totalité des Länder, les voix en faveur de cette fraction se renforcent. Certes, cela ne modifie souvent en rien la répartition des mandats au sein des AK. Elles restent comme auparavant dans leur grande majorité aux mains de la tendance majoritaire dans le syndicalisme. Mais cette dernière se renforce au détriment des deux autres fractions qui la suivent en importance. Les chrétiens-démocrates (ÖAB) voient partout leurs positions s'effriter sauf en Haute Autriche où ils semblent profiter de l'effon-

## ELECTIONS AUX CHAMBRES DU TRAVAIL

drement des libéraux. Au Tyrol, où ils sont majoritaires, ils perdent des voix alors que les majorités sociales-démocrates se renforcent partout ailleurs. Ils ne semblent donc pas pouvoir menacer la confortable majorité des sociaux-démocrates. Les libéraux connaissent des reculs très importants qui les ramènent à des niveaux historiquement bas pour cette fraction dans son ensemble. Dans la plupart des Länder, ils perdent plus de la moitié de leurs voix. Les Verts et leurs alliés bénéficient de la vague militante qui porte les sociaux-démocrates, puisqu'ils ont eux-mêmes beaucoup contribué à développer la thématique de la mobilisation directe des salariés. Mais leurs implantations locales sont beaucoup plus modestes et leur notoriété est beaucoup moins

établie. Les majorités syndicales dans les entreprises constituées lors des votes pour les *Betriebsräte* reposent souvent sur des équipes unifiées liées aux sociaux-démocrates qui interviennent directement pour influencer les votes aux AK.

### Encore quelques ombres au tableau

Si on connaît la répartition des mandats par tendances politiques, on ne dispose pas d'informations sur les caractéristiques sociologiques des mandataires. Leur répartition par sexe en particulier n'est pas disponible. On ne sait rien non plus sur les origines nationales des élus à ces institutions qui ont vocation à représenter tous les salariés.

**Tableau. Résultats des élections aux *Arbeiterkammern* en 2004 et 2000 par Land et fraction politique**

|                |      | Inscrits | Participation | FSG  | ÖABB | FA   | AUGE/UG |
|----------------|------|----------|---------------|------|------|------|---------|
| Vienne         | 2004 | 605 943  | 46,8          | 69,3 | 14,4 | 4,3  | 5,7     |
|                | 2000 | 610 596  | 46,7          | 64,3 | 16,5 | 8,7  | 4,8     |
| Haute Autriche | 2004 | 434 980  | 50,11         | 67   | 23,4 | 4,7  | 3,7     |
|                | 2000 |          |               | 66   | 19,4 | 10,4 | 3,2     |
| Basse Autriche | 2004 | 392 871  | 54,7          | 69,2 | 20,5 | 3,2  | 2,7     |
|                | 2000 | 381 435  | 50,8          | 64,3 | 23,5 | 7,3  | 2,9     |
| Salzbourg      | 2004 | 174 304  | 40,3          | 67,4 | 19,8 | 4,4  | 4,9     |
|                | 2000 |          |               | 59,4 | 21,1 | 12,1 | 4,9     |
| Styrie         | 2004 | 338 801  | 43,5          | 69,8 | 19,9 | 4,9  | 3,5     |
|                | 2000 | 328 610  | 43,2          | 61,2 | 25,7 | 8,8  | 3,2     |
| Tyrol          | 2004 | 207 984  | 55,1          | 24,3 | 61,3 | 3,1  | 6,9     |
|                | 2000 | 196 702  | 59,7          | 18,5 | 64,4 | 8,6  | 5,4     |
| Carinthie      | 2004 | 139 957  |               | 72   | 8,3  | 16,2 | 3,2     |
|                | 2000 | 140 322  |               | 66,4 | 13,5 | 19,0 | ns      |
| Burgenland     | 2004 | 68 472   | 57,6          | 71,3 | 22,7 | 3,3  | 2,7     |
|                | 2000 |          |               | 64   | 26,8 | 7,1  | 2,2     |
| Voralberg      | 2004 |          |               | 35,2 | 46,6 | 6,3  | 5,4     |
|                | 2000 |          |               | 16,1 | 60   | 12,7 | 3,9     |

Source : sites internet des différentes *Arbeiterkammern*. Tous les résultats ne sont pas disponibles.

## AUTRICHE

Or les chambres du travail autrichiennes se trouvent devant une situation juridique nouvelle dont elles ne se font pas spontanément l'écho. Par jugement rendu en mai 2003 la Cour de justice européenne a jugé que les travailleurs de nationalité turque devaient se voir reconnaître le droit de vote aux chambres du travail, en raison des accords d'association qui lient la Turquie et la Communauté européenne. Ce jugement fait suite à une plainte de salariés qui se sont vu refuser leur inscription lors des élections précédentes en Voralberg. Gerhard Strejcek<sup>1</sup>, professeur à l'université de Vienne, explique que cette décision doit être reprise dans le droit autrichien, même si elle va à l'encontre du statut de haute administration nationale que revendiquent les chambres du travail. Ce jugement se fonde sur une décision précédente qui visait les chambres professionnelles luxembourgeoises (cas Asti I et Asti II).

Le succès des listes sociales-démocrates ne doit pas masquer non plus qu'elles se trouveront devant des choix difficiles dans les années à venir. Depuis maintenant cinq ans, et pour une durée incertaine, cette tendance peut bénéficier de la cure d'opposition à laquelle est condamné son parti. Elle peut conjuguer une attitude ferme dans ses déclarations et dans ses actes vis-à-vis du gouvernement. Mais des signes renouvelés indiquent que la majorité sur laquelle repose la coalition actuelle perd de sa crédibilité et que sa survie est problématique. Les résultats aux élections des AK sont un premier signe qui manifeste un regain de crédibilité de la fraction sociale-démoc-

crate devant les salariés et une perte d'audience du FPÖ ; il n'a pas de conséquence politique immédiate. Un autre signe, plus sérieux, a été donné lors du changement de président de la République. La candidate présentée par la majorité gouvernementale a été assez sévèrement battue par son challenger du SPÖ et ce de façon inattendue. Surtout, les élections européennes ont conduit à une déroute électorale du FPÖ<sup>2</sup>. Il perd 17,1 points et ne recueille que 6,3 % des voix. Additionnées aux 32,7 % de l'ÖVP, cela ne constitue pas une majorité – et de loin – ce qui fait problème dans un pays démocratique comme l'Autriche. La coalition pourrait ne pas résister à ces tensions ce qui provoquerait de nouvelles élections. Le SPÖ pourrait revenir au pouvoir dans une coalition à la configuration indéterminée : le FPÖ est suffisamment affaibli pour être un partenaire acceptable, les Verts progressent mais seraient les alliés les plus inconfortables, et les chrétiens-démocrates font à peu près jeu égal avec un partenaire social-démocrate qu'ils ont longtemps fréquenté dans les allées du pouvoir partagé. Dans chacune de ces hypothèses, l'ÖGB se trouvera en difficulté non plus du fait d'attaques de l'extérieur, mais du fait des compromis internes que devra assurer sa propre majorité.

### Sources :

Sites internet des *Arbeiterkammern* :  
[www.arbeiterkammer.at](http://www.arbeiterkammer.at)

Presse autrichienne.

1. *Der Standard*, 3 juin 2003 [gerhard.strejcek@univie.ac.at](mailto:gerhard.strejcek@univie.ac.at)

2. A ces élections, le SPÖ obtient 33,4 % (+1,7), l'ÖVP 32,7 % (+2 %), les Verts 12,8 % (+3,5 %), le FPÖ 6,3 % (-17,1), la liste Martin (autonomes) 14 %.